

## **PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 MAI 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mai, à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame LHOPITAL Monique, Maire.

**Étaient présents** : Mme FABLE Michèle, Mme HASCOET Caroline, M. MAZURE Mathias, Mme RUILLE Isabelle, M. TOUCHARD Fabien, M. GÉRARD Bastien, M. GAUTIER Gaël, M. GIRARD Philippe et M. LAUNAY Gildas.

**Absent excusé** : M. CHAUVEAU Didier

**Secrétaire de séance** : M. GIRARD Philippe.

Date de convocation : 06/05/25

Date d'affichage : 06/05/25

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 10

### **ORDRE DU JOUR**

- Approbation PV 08 avril 2025
- Avis PLUi
- Demande aide financière RASED
- RIFSEEP
- Convention fourrière
- Rue des Lavandières
- Aire de Loisirs Le Tébert
- Affaires diverses

### **AJOUT ORDRE DU JOUR**

- Tarifs restaurant scolaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025

### **APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 08 AVRIL 2025**

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité le compte rendu de la réunion de conseil municipal du 08 avril 2025.

### **AVIS PLUi (2025-05-01)**

Madame le Maire présente aux membres du Conseil municipal le plan de zonage du PLUi de la commune. Elle leur précise que les dernières modifications, s'il y en a, doivent être apportées ce jour car l'arrêt du projet du PLUi est programmé au Conseil Communautaire le 21 mai prochain.

Après avoir consulté le plan, les membres du Conseil municipal souhaitent apporter les ajouts suivants :

- Ajout des murs allant de la rue du Lavoir au chemin de la Fontaine
- Ajout du mur du cimetière
- Ajout de la pierre tombale à côté de l'église
- Ajout de la partie de la VC25 non prise en compte dans les cheminements doux à conserver

En ce qui concerne les haies et arbres situés en dehors de l'enveloppe urbaine, souvent dans des parcelles agricoles, il semble difficile pour les membres du Conseil municipal d'en assurer la connaissance et la maîtrise.

**DEMANDE AIDE FINANCIERE RASED**  
**(2025-05-02)**

Madame le Maire présente aux membres du Conseil municipal une demande de participation financière du RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté) pour les aider dans leur fonctionnement (acquisition de matériel). Elle précise que le réseau est composé d'une enseignante spécialisée dans l'aide relationnelle et l'aide pédagogique et d'une psychologue.

Le RASED intervient sur les écoles de Fontenay et Poillé tout au long de l'année.

Les membres du Conseil municipal décident d'attribuer une participation financière de 150 € au RASED.

**RIFSEEP**  
**(2025-05-03)**

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L712-1 et -2, L714-1, L714-4 et suivants,
- le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,
- le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
- le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux
- la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- l'avis du Comité social territorial en date du 05 mai 2025.

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités.

Madame le Maire propose à l'assemblée délibérante de modifier la mise en œuvre du RIFSEEP dans les conditions présentées ci-dessous.

**Article 1 : Bénéficiaires**

Sont susceptibles de bénéficier du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération.

**Article 2 : Parts et plafonds**

Le RIFSEEP est composé de deux parts :

- une part fixe (IFSE) liée aux fonctions et à l'expérience professionnelle,
- une part variable (CIA) liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Les montants plafonds fixés par la présente délibération sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

## **Article 3 : Définition des groupes de fonctions et des critères de classement**

### ***Article 3-1 : Définition des groupes de fonctions***

Les fonctions d'un cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- 1° Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- 2° Technicité, expertise et qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- 3° Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

### ***Article 3-2 : Définition des critères pour la classification des emplois dans les groupes de fonctions***

<b>Critère professionnel 1</b>	<b>Critère professionnel 2</b>	<b>Critère professionnel 3</b>
<b>Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception</b>	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
<b>Définition</b>	<b>Définition</b>	<b>Définition</b>
<b>Tenir compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets.</b>	Valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent	Contraintes particulières liées au poste : physiques, responsabilités prononcées, lieux d'affectation, ...

### ***Article 3-3 : Définition des critères pour la part variable (CIA)***

Le versement du complément indemnitaire (CIA) tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle (entretien professionnel du fonctionnaire et du contractuel, évaluation du stagiaire) :

- La réalisation des objectifs
- Le respect des délais d'exécution
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement
- La disponibilité et l'adaptabilité

## **Article 4 : Classification des emplois et plafonds**

Groupes	Fonctions	Montant annuel plafond	Pour rappel Plafonds réglementaires
<b>Adjoints Administratifs</b>			
Groupe 1	Secrétaire de mairie	3 000 €	11 340 €
<b>Adjoints Techniques</b>			
Groupe 1	Responsable de service	3 000 €	11 340 €
Groupe 2	Exécution	1 500 €	10 800 €



## **Article 5 : Prise en compte de l'expérience professionnelle au titre de l'IFSE**

L'expérience professionnelle sera appréciée au regard des critères suivants :

<b>Critères</b>	<b>Indicateurs de mesure</b>
<b>Capacité à exploiter l'expérience acquise</b> (quelle que soit l'ancienneté)	Mobilisation des compétences/réussite des objectifs Initiative – force de proposition Capacité à diffuser son savoir à autrui
<b>Formations suivies</b> (en distinguant ou non selon le type de formation)	Niveau de la formation – nombre de jours de formation réalisés – préparation aux concours – concours passés
<b>Parcours professionnel avant la prise de fonctions : diversité /mobilité</b> (Prise en compte possible à partir d'une certaine importance, sur le plan de la durée et /ou de l'intérêt du poste)	Nombre d'années Nombre de postes occupés Nombre d'employeurs Nombre de secteurs
<b>Connaissance de l'environnement de travail</b> (fonctionnement de la collectivité, relations avec les partenaires extérieurs, relations avec les élus, ...)	Appréciation par le responsable hiérarchique lors de l'entretien professionnel

L'autorité territoriale déterminera par arrêté le montant de l'IFSE attribué à chacun des agents en fonction de la classification de son emploi dans les groupes de fonctions et de l'expérience professionnelle appréciée selon les critères et indicateurs fixés au présent article.

### **Article 6 : Modalités de versement**

La part fixe (IFSE) est versée mensuellement. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, occupant un emploi à temps non complet,...

La part variable (CIA) est versée annuellement et est non reductible automatiquement d'un mois/d'un semestre/d'une année sur l'autre. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, occupant un emploi à temps non complet, ...

## **Article 7 : Sort du régime indemnitaire en cas d'absence**

Le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement pour les congés suivants :

- les congés annuels,
- le congé de maternité,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption,
- le congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En cas de congé de maladie ordinaire, les primes suivent le sort du traitement (décret 2010-997 du 26 août 2010).

En cas de congé longue maladie, grave maladie, longue durée, l'IFSE sera maintenue ou suspendue dans les mêmes proportions que celles fixées pour la fonction publique d'Etat.

Suivant le décret n°2010-997 du 26 août 2010 modifié, le sort de l'IFSE sera déterminé dans les conditions suivantes :

- Maintien à hauteur de 33% la première année en cas de congé longue maladie ou grave maladie ;
- Maintien à hauteur de 60% les deuxième et troisième année en cas de congé longue maladie ou grave maladie ;
- Suspension en cas de congé longue durée.

Ces dispositions sont donc susceptibles d'évoluer en fonction des dispositions applicables pour la Fonction publique d'Etat.

A noter que lorsqu'un congé maladie ordinaire est requalifié en congé de ce type (CLM, CGM ou CLD), les montants versés restent acquis à l'agent.

En cas de temps partiel thérapeutique ou de période préparatoire au reclassement, l'IFSE sera maintenu.

Si l'IFSE a vocation à suivre le traitement, ce n'est pas automatiquement le cas pour le CIA.

Le CIA a vocation à être attribué aux agents qui ont effectivement exercé leurs fonctions pendant un temps suffisant au cours de l'année de référence pour que l'autorité hiérarchique soit à même d'apprécier leur engagement et leur manière de servir.

Il appartient à l'évaluateur de l'agent (N+1) d'établir, lors de l'entretien professionnel annuel, si le congé a eu un impact sur les résultats à atteindre, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir.

Ainsi, le CIA ne sera pas modulé en fonction de l'absentéisme de l'agent mais sera modulé en fonction des critères exposés à l'article 2-2 de la présente délibération.

### **Article 8 : Réexamen**

L'IFSE fera l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade des agents. En l'absence de changement, le réexamen intervient au moins tous les quatre ans.

### **Article 9 : Cumul du RIFSEEP avec les autres primes et indemnités**

La part fixe (I.F.S.E) est cumulable, le cas échéant, avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, complémentaires, permanences...),

### **Article 10 : Abrogation des dispositions antérieures**

Cette délibération abroge la délibération du 13 décembre 2016 relative au RIFSEEP.

L'organe délibérant, après en avoir délibéré, décide :

- ✓ d'adopter le régime indemnitaire dans les conditions mentionnées ci-dessus à compter du 13 mai 2025,
- ✓ que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité

### **CONVENTION FOURRIERE** **(2025-05-04)**

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal que les activités de fourrière et de refuge de Molosse Land, avec qui la commune avait une convention fourrière, sont suspendues définitivement.

Il convient donc de trouver une autre solution.

Elle les informe qu'elle a contacté le Maire de Chantenay, dont la commune détient un chenil, pour savoir s'il serait possible de l'utiliser. Une convention serait alors établie entre les deux communes. Le Maire de Chantenay ne s'y oppose pas et va donc consulter son conseil municipal pour accord. Il lui précise que l'utilisation du chenil est temporaire et qu'en cas de prise d'animal, il conviendra d'emmener celui-ci chez un vétérinaire pour retrouver le propriétaire dans le cas où il est pucé. Dans le cas contraire, une convention avec une fourrière s'impose.

Madame le Maire propose de se rapprocher de LBN Communauté pour savoir si une mutualisation peut être mise en place dans le but de trouver une fourrière à un tarif raisonnable, étant donné que d'autres communes du territoire sont concernées également par la fermeture de Molosse Land.

### **AIRE DE LOISIRS LE TEBERT**

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal que la livraison de la table, du banc et des banquettes qui seront installés sur l'aire de loisirs Le Tébert est prévue le 14 mai 2025 et que le nécessaire pour la clôture est disponible en magasin. Gaël GAUTIER se charge d'aller récupérer la marchandise.

Elle ajoute que la passerelle, qui arrivera début juin, sera stockée sur le terrain de l'aire de loisirs et que les équipements de sport (buts, pares-ballons et panier de basket) seront entreposés chez Fabien TOUCHARD avant leur installation.

Gaël GAUTIER se charge de relancer l'entreprise Naveau chargée du terrassement pour confirmer leur date d'intervention prévue, en principe, fin mai.

Les membres du Conseil municipal prévoient la pose du béton (fixation mâts et butes) le lundi 16 juin 2025.

### **TARIFS DU RESTAURANT SCOLAIRE A PARTIR DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2025** **(2025-05-05)**

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal que le Conseil Communautaire a décidé le 09 avril dernier d'augmenter les tarifs des repas de La Cuisine comme suit à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 :

- prix de vente repas maternelles : 3,52 € ttc
- prix de vente repas primaires : 3,62 € ttc

En fonction de ces informations, les membres du Conseil municipal décident de facturer les repas aux familles de Fontenay, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, comme suit :

- 2,97 € pour les repas maternelles et 0,55 € pris en charge par la commune ;
- 3,07 € pour les repas primaires et 0,55 € pris en charge par la commune.

### **RUE DES LAVANDIERES**

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal que la première réunion de chantier concernant les travaux de la rue des Lavandières a eu lieu ce jour, le 13 mai, en présence de quelques élus, de l'entreprise EIFFAGE et d'ATESART. Lors de cette réunion, des rectifications ont été apportées et un nouveau plan sera établi. Ce plan sera présenté lors de la prochaine réunion de chantier fixée le 27 mai prochain à 9h30.

La date de début des travaux sera donnée par l'entreprise EIFFAGE en fin de semaine.

Fin de séance 23h00.

Monique LHOPITAL  
Maire

Philippe GIRARD  
Secrétaire de séance





Commune de FONTENAY SUR VÈGRE

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE DU 13 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mai, à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame LHOPITAL Monique, Maire.

Étaient présents : Mme FABLE Michèle, Mme HASCOET Caroline, M. MAZURE Mathias, Mme RUILLE Isabelle, M. TOUCHARD Fabien, M. GÉRARD Bastien, M. GAUTIER Gaël, M. GIRARD Philippe et M. LAUNAY Gildas.

Absent excusé : M. CHAUVEAU Didier

Secrétaire de séance : M. GIRARD Philippe.

Date de convocation : 06/05/25

Date d'affichage : 06/05/25

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 10

#### **AVIS PLUi** **(2025-05-01)**

Madame le Maire présente aux membres du Conseil municipal le plan de zonage du PLUi de la commune. Elle leur précise que les dernières modifications, s'il y en a, doivent être apportées ce jour car l'arrêt du projet du PLUi est programmé au Conseil Communautaire le 21 mai prochain.

Après avoir consulté le plan, les membres du Conseil municipal souhaitent apporter les ajouts suivants :

- Ajout des murs allant de la rue du Lavoir au chemin de la Fontaine
- Ajout du mur du cimetière
- Ajout de la pierre tombale à côté de l'église
- Ajout de la partie de la VC25 non prise en compte dans les cheminements doux à conserver

En ce qui concerne les haies et arbres situés en dehors de l'enveloppe urbaine, souvent dans des parcelles agricoles, il semble difficile pour les membres du Conseil municipal d'en assurer la connaissance et la maîtrise.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Le secrétaire de séance,







Commune de FONTENAY SUR VÈGRE

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE DU 13 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mai, à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Madame LHOPITAL Monique, Maire.

Étaient présents : Mme FABLE Michèle, Mme HASCOET Caroline, M. MAZURE Mathias, Mme RUILLE Isabelle, M. TOUCHARD Fabien, M. GÉRARD Bastien, M. GAUTIER Gaël, M. GIRARD Philippe et M. LAUNAY Gildas.

Absent excusé : M. CHAUVEAU Didier

Secrétaire de séance : M. GIRARD Philippe.

Date de convocation : 06/05/25

Date d'affichage : 06/05/25

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 10

#### **DEMANDE AIDE FINANCIERE RASED** **(2025-05-02)**

Madame le Maire présente aux membres du Conseil municipal une demande de participation financière du RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté) pour les aider dans leur fonctionnement (acquisition de matériel). Elle précise que le réseau est composé d'une enseignante spécialisée dans l'aide relationnelle et l'aide pédagogique et d'une psychologue.

Le RASED intervient sur les écoles de Fontenay et Poillé tout au long de l'année.

Les membres du Conseil municipal décident d'attribuer une participation financière de 150 € au RASED.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Le secrétaire de séance,



